

LA REVOLUTION DES TULIPES

Quel avenir pour la république kirghize ?



Photo 1 : Askar Akaiev coiffé du chapeau traditionnel kirghize

Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Charley POULLIER
dans le cadre du séminaire « Asie Centrale »

Directeur : Arnaud KALIKA

Mars 2007

Fiche documentaire

1. La révolution des tulipes : Quel avenir pour la république Kirghize ?
2. 2007_memoire_geop_revolution des tulipes_Poullier.doc
3. Chef de bataillon, armée de terre, POULLIER Charley, France
4. 15 décembre 2011
5. Division D – groupe D2
6. Mémoire de géopolitique
7. La République kirghize a connu en 2005 une année agitée, marquée en mars par la « révolution des tulipes » née de la contestation des résultats des élections, le président Akaiev ayant tenté d'imposer une majorité à sa dévotion au Parlement, perdant ainsi son aura de père fondateur de la nation. Si l'on a beaucoup parlé de « machinations occidentales », l'initiative des événements a bien été locale. Le mouvement insurrectionnel, débouchera sur la fuite, puis la démission d'A. Akaiev et sera suivi de scènes de pillages dans la capitale. La faiblesse du gouvernement provisoire laisse la voie libre au crime organisé et on assiste en outre à des revendications diverses comme celles des mineurs ou des paysans « squatters ». Mais on aura finalement évité la guerre civile et le 10 juillet, K. Bakiev est élu Président lors d'un scrutin jugé satisfaisant par les observateurs internationaux. Ces désordres ont affecté l'économie et c'est dans l'industrie, l'agriculture et le commerce extérieur que la dégradation a été la plus visible. Curieusement, on n'a pas assisté à un véritable effondrement, l'économie de l'ombre parvenant à suppléer aux défaillances de la sphère officielle. Aussi le pays continue-t-il à bénéficier du soutien des grandes puissances et des organisations internationales, le Club de Paris ayant restructuré sa dette. Les investissements étrangers se maintiennent et les bazars débordent d'activité. Reste à reconstruire l'Etat, paralysé par les luttes des clans (le nouveau gouvernement n'a été formé qu'en décembre 2005) et à sortir, en politique étrangère, de la quadrature du cercle qui consiste pour ce pays enclavé à donner des gages aux pays démocratiques bailleurs de fonds tout en ménageant ses voisins immédiats.
8. révolution, tulipes, Kirghizistan, Asie centrale, Akaiev, Bakiev, Koulov.

Remerciements

En préambule, je souhaite adresser ici tous mes remerciements aux personnes qui m'ont apporté leur aide pour la rédaction de ce mémoire et qui ont ainsi largement contribué à son élaboration :

M. Arnaud KALIKA, directeur de ce mémoire,

M. René CAGNAT, observateur privilégié des évènements décrits ici, qui a très gentiment répondu à mes nombreuses sollicitations.

Sommaire

PREMIERE PARTIE : L'ANNEE 2005 : CHRONIQUE D'UNE FIN DE REGNE

Autopsie d'une « révolution »

Désordres et mafias

La reconstruction de l'Etat

Politique extérieure : la quadrature du cercle

DEUXIEME PARTIE : LE KIRGHIZSTAN AU BORD DU GOUFFRE

Une république en plein casse tête constitutionnel

Le retour de la Russie

La main américaine par le biais des ONG

L'arrivée des chinois

Introduction

Depuis le milieu des années 1990, l'évolution des régimes politiques en place dans les républiques d'Asie Centrale a été marquée par la stagnation voire, depuis le 11 septembre 2001, par une tendance à la régression en matière de démocratisation. La vague de révolutions multicolores qui a traversé l'espace ex-soviétique depuis l'année 2003 a relancé l'espoir d'une transformation démocratique pacifique possible des régimes politiques dans cette région. Rien n'est pourtant moins sûr. Seule la république kirghize a été touchée par ce mouvement en mars 2005. Dans les autres républiques de la région, les craintes des élites au pouvoir face à ce phénomène les a au contraire conduit à renforcer leur contrôle sur l'État et la société et à limiter leurs interactions avec les démocraties occidentales. Les difficultés des régimes d'Asie centrale à se démocratiser, nous invitent à nous pencher sur leur nature et leur évolution. Cette « révolution des tulipes¹ » a paradoxalement entraîné la chute pacifique du régime le moins autoritaire et le plus ouvert de la région. En effet, la république kirghize a été longtemps perçue comme le pays ayant le système politique le plus démocratique de l'Asie centrale. Les médias ont ainsi pu y travailler dans une atmosphère plus libre qu'ailleurs dans la région. Les ONG, très nombreuses (plus de 1000 en 2005), ont pu opérer sans trop d'entraves dans de nombreux secteurs (santé, agriculture, business, droits de l'Homme, femmes, éducation/science, famille, enfance/jeunesse, médias, écologie, etc.). Cependant, malgré ses tendances libérales initiales, le président Akaiev a rapidement renforcé son autorité personnelle. Il a progressivement réduit la marge de manœuvre des médias indépendants et des formations d'opposition. Il a aussi employé le pouvoir judiciaire pour faire taire certaines critiques. Parallèlement, la mainmise significative de sa famille et de ses proches sur les secteurs les plus rentables de l'économie du pays ont alimenté le ressentiment populaire à son égard et lui ont fait perdre le soutien des élites locales.

Affaibli par l'incident d'Ak-Sui² dans la région de Jalalabad au sud du pays en mars 2002, le président kirghize organise en février 2003 un référendum qui le confirme officiellement dans

¹ Cette révolution n'a eu de colorée que le nom. En fait, les opposants au pouvoir s'étaient promis d'obtenir la démission du président avant que ne fleurissent au printemps les tulipes que l'on trouve dans cette région, d'où son nom.

² Des émeutes ont fait cinq morts et des dizaines de blessés en mars 2002 à Ak-Sui, dans le sud du pays. Les troubles ont commencé avec la condamnation pour corruption d'Azimbek Beknazarov, opposant membre du parlement kirghize. Celui-ci était contre la décision du gouvernement kirghize de céder 100 000 hectares du territoire national à la Chine.

ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat à l'hiver 2005. Cette victoire le remet politiquement en selle mais elle ne résout aucun des problèmes de fond auxquels est confrontée son pays (pauvreté endémique, corruption, difficultés socio-économiques, inefficacité de l'administration, régionalisme, existence de groupes mafieux, etc.). En outre, légalement, Askar Akaiev ne pouvait plus se présenter aux élections présidentielles prévues pour octobre 2005. La protection des privilèges et des intérêts économiques acquis par sa famille l'incitent pourtant à essayer de trouver une solution pour prolonger son mandat ou pour s'assurer une succession contrôlée par l'intermédiaire d'un candidat de son choix. Les incertitudes autour des choix du président Akaiev alimentent le mécontentement latent. Parallèlement, le climat international marqué par les événements de Géorgie (2003) et d'Ukraine (2004) inquiète le pouvoir kirghize qui craint la possibilité d'une « contamination démocratique ». Les mesures qu'il adopte pour empêcher la répétition d'un scénario de type géorgien ou ukrainien renforcent le mécontentement et provoquent des manifestations.

Une seule journée aura suffi, le 24 mars 2005, pour faire s'écrouler le pouvoir en place à Bichkek. En effet, les fraudes constatées au moment des élections législatives de mars 2005 finissent d'ébranler le pouvoir d'A. Akaiev. Son administration est balayée à la suite d'une émeute plutôt que d'une véritable révolution. S'agit-t-il bien d'un mouvement populaire ou plutôt d'une machination orchestrée ? Cet effondrement imprévu qui s'est accompagné de désordres importants a plongé le pays dans une période, toujours ouverte, marquée à la fois par des espoirs de démocratisation mais aussi par une volatilité inquiétante de la situation et une grande incertitude quant à l'avenir du pays. La « révolution des tulipes » est-elle toujours en cours ? Un rapport de l'International Crisis Group¹ datant de la fin de l'année 2005, mettait ainsi en garde contre le risque réel de voir le Kirghizstan devenir un « failed state ». Malgré les aspirations populaires soulevées par la « révolution » des tulipes, étant donné le passé bureaucratique des « nouveaux » dirigeants, les défis majeurs auxquels le pays est confronté (difficultés économiques, pauvreté croissante, corruption, présence d' « éléments criminels » dans le gouvernement, phénomènes de violences politiques, insécurité aux frontières comme le démontre l'incident de Batken² de mai 2006, présence de groupes radicaux islamiques,

¹ "L'International Crisis Group" (ICG) est une organisation multinationale indépendante et sans but lucratif de plus de 80 employés répartis sur cinq continents. Ceux-ci produisent des analyses faites sur le terrain et un plaidoyer de haut niveau dans le but de prévenir et de résoudre des conflits.

² Le 12 mai à 02h00, un gang de 6-7 hommes, en deux voitures, a attaqué l'équipe de gardes frontière et de douaniers tadjikes dans le village Ak-Tourpak (district d'Isfara tadjike, région de Ferghana ouzbèke, région de Batken kirghize). 3 gardes frontière tadjikes ont été tués, un douanier a été blessé. Après s'être appropriés 4.000 cartouches, 19 Kalachnikov et une mitrailleuse, les bandits se sont cachés dans les montagnes kirghizes.

possibles tensions interethniques dans le sud du pays avec la minorité ouzbek, ...) et aussi les pressions exercées par les régimes autoritaires voisins, l'avancée de la démocratisation dans cette république montagnarde reste une perspective incertaine.

Dans une première partie, ce mémoire retracera, en tentant de les interpréter, les évènements de la « révolution des tulipes » en particulier et de l'année 2005 en particulier. Enfin, dans une seconde partie, les perspectives d'avenir et les défis qui attendent la jeune république kirghize seront évoqués.

L'année 2005 : chronique annoncée d'une fin de règne

La République kirghize a connu en 2005 une année terrible. La « révolution des tulipes » entraînée par la contestation des élections législatives, un pouvoir provisoire hésitant confronté en juin à des émeutiers qui s'emparent du siège du gouvernement, des assassinats de personnalités en vue, une agitation générale témoignant de la montée de forces souterraines, voire mafieuses, enfin la crise provoquée par l'arrivée massive d'Ouzbeks, après le massacre d'Andijan, tous ces événements ont parfois mis en lumière l'indécision des gouvernants et l'impuissance des organes de sécurité. Ces bouleversements internes se sont accompagnés de pressions de la part des puissances étrangères : les visites du secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, et de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, attestent de l'intérêt des Etats-Unis pour la minuscule République kirghize, si bien placée entre la Chine, l'Ouzbékistan et la Russie, alors que ces pays voisins ne voient pas d'un très bon oeil l'apparition d'un « îlot de démocratie » en Asie Centrale. Enfin, le remue-ménage politique et social ne pouvait que se traduire par une dégradation de la situation économique. Ce sombre tableau est pourtant contrebalancé par des éléments réconfortants: les hommes au pouvoir ont su éviter une guerre civile¹; la société fourmille de personnages prometteurs; enfin, la population se démène pour sortir de l'ornière. Il y a donc lieu de penser que le peuple kirghize, qui bénéficie de la bienveillance de nombreux donateurs, devrait se tirer d'affaire si, du moins, il sait mettre à profit l'aide qui lui est accordée et maîtriser son démon de la division.

Autopsie d'une « révolution »

Une lente mais sûre dérive autoritaire

Une seule journée aura suffi, le 24 mars 2005, pour que les tulipes de la Révolution fleurissent à Bichkek. On a parlé à propos de ces événements de machinations occidentales, de la main de Washington, etc. Certes, des organisations étrangères cherchent depuis des années à

¹ Les événements du printemps ont peut-être été à l'origine de la mort de deux personnes à Djallalabad. Mais on n'eut pas à déplorer d'autres victimes ailleurs.

instiller les principes de la démocratie dans l'opinion¹. Pourtant, leur influence directe sur le déroulement des événements de mars paraît très faible: une dynamique kirghize s'est mise en route et son financement a été local. Voici longtemps déjà que le président Akaiev a perdu son aura de père fondateur du Kirghizstan indépendant. De surcroît, subissant l'ascendant de quelques-uns de ses proches, il s'était mis à prendre des mesures qui lui aliénaient ses derniers fidèles. C'est ainsi qu'il a cherché à faire élire dans le nouveau Parlement, devenu monocaméral avec le référendum constitutionnel de 2003 et réduit à 75 députés, une majorité de personnalités à sa dévotion. Cette pratique contraire à la tradition kirghize – selon laquelle le *khan* élu par ses pairs devait se garder de tout contrôle excessif – renforça sur le champ une opposition qui jusqu'alors battait de l'aile.

Des élections législatives sous haute surveillance

A la veille du premier tour des élections législatives, prévu pour le 27 février, une certaine agitation s'empare des régions de l'Issyk-Koul et de Kotchkor: des candidats qui, sous un prétexte ou un autre, ne sont pas autorisés à se présenter, font bloquer des axes routiers. Curieusement le pouvoir ne réagit pas. A l'issue du premier tour, supervisé par un nombre inusité d'observateurs internationaux² et qui a donné lieu à une évaluation mitigée de l'OSCE, l'agitation gagne le Sud, en particulier Djallalabad, la troisième ville kirghize.

Un véritable soulèvement populaire embrase, dans ses environs, quelques villages réduits à



Photo 2 : 1^{er} tour des élections législatives.

¹ Fin 2003, les Américains, avec des fonds du Département d'Etat, ont mis une imprimerie à la disposition des journaux de l'opposition. Déjà auparavant, dans tout le pays, diverses ONG, sous l'égide notamment de l'Usaid, d'Internews, du National Democratic Institute ou de l'International Republican Institute - toutes organisations impliquées dans la préparation et le suivi des révolutions géorgienne et ukrainienne - militaient pour éveiller dans la société le sens civique, la démocratisation des médias, la défense des droits, en particulier en matière sociale, etc.

² L'OSCE a envoyé 175 observateurs. La CEI avait aussi les siens et la Chine avait, pour la première fois, un représentant.

la misère. La conjonction de ce dénuement et de l'influence qu'exerce sur le plan local le clan de Kourmanbek Bakiev, ancien Premier ministre et principale figure de l'opposition, est l'allumette qui va provoquer l'explosion: le 4 mars, un bon millier de paysans, partisans de Djoussoubek Bakiev, frère de Kourmanbek et candidat éconduit au premier tour, envahit le centre de Djallalabad, prenant le contrôle de l'*akimiat* (la préfecture). Le pouvoir, à nouveau, ne réagit pas. Le deuxième tour se déroule le 13 mars, sans incident majeur, mais l'opposition, qui n'obtient que 6 sièges sur 75, dénonce les nombreuses irrégularités qui ont entaché le vote. Dès le lendemain, ses principaux dirigeants – en particulier Kourmanbek Bakiev – se rendent à Djallalabad. En face de la préfecture, toujours tenue par les partisans de Djoussoubek, ils organisent, le 15, un *kouroultai* (une assemblée traditionnelle) qui désigne un « Conseil de coordination de l'unité nationale ». Les protestataires sont alors rejoints par un allié de taille, mais de réputation sulfureuse: le jeune député Bayaman Erkinbaiev connu pour sa richesse et son activité mafieuse. L'argent et les hommes de main de ce personnage douteux « dynamiseront » dorénavant le mouvement insurrectionnel. Avec son aide, le mouvement s'étend dès le vendredi 18 mars à Och, où la préfecture est prise d'assaut. Le 19 à l'aube, le pouvoir réagit enfin et lance les forces spéciales du ministère de l'Intérieur (*spetsnaz*) et l'armée à la reconquête des bâtiments occupés. L'opération se déroule sans effusion de sang, mais dans la matinée, les *spetsnaz* doivent se replier à Djallalabad devant une foule qui fait basculer la ville sous le contrôle de l'opposition. Des événements similaires ont lieu à Och. L'opposition dorénavant a la haute main sur deux régions essentielles et se prépare, toujours avec le soutien de Bayaman Erkinbaiev, à la « conquête » de Bichkek encore étrangement calme.

Visite secrète à Moscou

Askar Akaiev tente en vain de rencontrer le président Poutine, dimanche 20 mars, lors d'une visite éclair à Moscou, tenue secrète. Cette information est publiée 3 jours plus tard par le journal russe Vremia Novostiei, citant « *des sources au Kremlin* ». M. Akaiev est été reçu par d'autres officiels russes. Les responsables russes qui le reçoivent lui prodiguent des conseils de prudence. C'est à l'issue de ces échanges, affirme le journal, que le président kirghize annonce, de retour lundi dans son pays, qu'il était favorable à des négociations avec l'opposition. A la veille des législatives au Kirghizstan, l'ancien premier ministre Kourmanbek Bakiev, l'une des figures de proue de l'opposition, avait été reçu lui aussi à Moscou par le secrétaire général du Conseil russe de sécurité, Igor Ivanov.

La contestation gagne Bichkek

Le 23, le Président nomme des hommes à poigne au ministère de l'Intérieur et à la Procuration. Comme en riposte à cette décision, le 24 au matin, une foule se rassemble à l'ouest de Bichkek: elle se compose en bonne partie de protestataires venus du Sud. Un cortège de 2 à 3 000 manifestants se met en marche, dirigeants de l'opposition en tête, vers le centre. De l'Est convergent dans la même direction des opposants venus de Kotchkor et de localités situées au sud-est de la capitale. La jonction s'effectue vers midi sur la place centrale Ala Too. Fait surprenant, alors que le siège du gouvernement est tout proche et que la manifestation n'est pas autorisée, la milice laisse néanmoins l'esplanade libre d'accès. Les dirigeants de l'opposition y haranguent une foule de 4 à 5 000 personnes. Kourmanbek Bakiev multiplie les appels au calme et invite l'assistance à installer *in situ* un camp de yourtes¹ en attendant la démission d'Askar Akaiev accusé d'avoir truqué les élections afin de faire voter un amendement constitutionnel lui permettant de briguer un troisième mandat. Mais, en début d'après-midi, arrivent sur la place une cinquantaine de « sportifs » portant des maillots jaunes: ce sont les fidèles de Bayaman Erkinbaiev. Ils ne prêtent guère attention à la foule qui les applaudit et, comme s'ils obéissaient à un ordre, se dirigent tout droit vers la « maison blanche »². Les manifestants les plus jeunes leur emboîtent le pas, tandis que les dirigeants de l'opposition quittent la place. Après quelques échauffourées, le siège du gouvernement, que le président Akaiev vient de quitter, est pris d'assaut et est vandalisé par des éléments incontrôlés. K. Bakiev y fait son apparition en fin de journée avec ses principaux lieutenants, et est rejoint par Félix Koulov³, tout juste libéré de prison. Un gouvernement provisoire est proclamé dans lequel K. Bakiev devient Premier ministre par intérim. Askar Akaiev s'enfuit avec sa famille et démissionnera, le 4 avril à Moscou, de son poste de Président.



Photo 3 : Kirghize coiffé du kalpak¹, devant à la « maison blanche ».

¹ Ce mot signifie dans les langues turques le lieu où le campement est installé et, par extension, la patrie. Les Russes, par erreur, ont fait coïncider cette appellation avec celle de la tente traditionnelle des nomades: leur mot *yourta* est devenu chez nous "yourte". Mais, chez les Kirghizes, yourte se dit *boz euil*, et, chez les Mongols, *ger*.

² On appelle ainsi à Bichkek le siège du gouvernement.

³ Félix Koulov, dirigeant du parti *Ar Namys* (Dignité) était si menaçant pour le pouvoir en place qu'il avait été condamné à la prison «pour corruption» en 2001.

Désordres et mafias

Bichkek livrée aux pillages...

Pour la population de Bichkek, qui constate dans la soirée que les premiers pillages n'ont pas été sanctionnés, car les forces de police sont absentes, l'occasion est trop belle pour qu'elle n'en profite pas. Il y a donc une part de spontanéité dans la dévastation du centre ville qui dure toute cette nuit du 24 au 25 mars. Mais il ne fait pas de doute que ce saccage a fait l'objet d'une certaine organisation: certains magasins ont été épargnés, tandis que d'autres, possédés notamment par des Chinois, des Turcs ou des Ouïghours, ont été détruits et tout leur stock volé. Il a été dit que ces pillages avaient pour but de jeter le discrédit sur le nouveau pouvoir et d'entraîner une intervention des forces de réaction rapide de l'Organisation du traité de sécurité collective de la CEI (OTSC ou ODKB)¹ à laquelle le Kirghizstan adhère. De fait, des partisans notoires d'A. Akaiev comme son gendre, l'homme d'affaires kazakh Edil Togonbaev, ou le richissime affairiste et député Djyrgalbek Surabaldiev, étaient encore présents dans la capitale et il est fort probable qu'ils aient manigancé des troubles.

F. Koulov, qui a fait toute sa carrière dans les services de sécurité, est nommé par K. Bakiev à la tête du ministère de la sécurité, de l'armée et de la police. Le 25 mars, il parvient à reprendre en main la police et crée une milice d'appoint dont il confie la direction à l'un de ses proches, Usen Khoudaïberguenov. Dès le soir même, la police tire sur les pillers et l'ordre est rétabli.

... et aux assassinats

Cependant, V. Khoudaïberguenov est tué chez lui le 11 avril. A tort ou à raison, D. Surabaldiyev est soupçonné d'être l'instigateur de ce crime. Loi du talion ? Toujours est-il que ce dernier est assassiné à son tour en pleine rue, à Bichkek, le 10 juin. Encouragés par la faiblesse du gouvernement provisoire, le crime organisé et le désordre, attisés dans certains cas par une indiscutable montée des mafias, se répandent au printemps dans tout le pays,

¹ L'Organisation du traité de sécurité collective (ODKB) rassemble la Russie, l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Le traité de sécurité collective a été signé en 1992 par ces pays afin notamment d'unir leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et le crime organisé. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan, qui avaient également signé ce traité, ont ensuite quitté l'organisation. Les forces militaires de cette organisation sont composées des bases russes de Kant (Kirghizstan) et de Douchanbé (Tadjikistan), ainsi que de bataillons kazakh, kirghize et tadjike. Le poste de commandement est à Bichkek.

comme en témoignent plusieurs exemples. Le désordre le plus spectaculaire se produit à l'improviste le 17 juin: un millier de manifestants contestant la décision de la Commission électorale de rejeter la candidature à l'élection présidentielle de l'homme d'affaires, plus ou moins partisan de l'ex-Président, Ourmat Baryktabassov, envahissent la Maison blanche. Même si celle-ci est rapidement reconquise, l'événement révèle une faiblesse effarante des forces de sécurité.

Des *zakhvatchiki* pleins d'espoir

Des troubles sont également suscités par les *zakhvatchiki* (squatters). Dès avril, ils se comptent par milliers à Bichkek, venus parfois de lointaines provinces. Faisant partie des catégories de population les plus pauvres, les *zakhvatchiki* mettent tous leurs espoirs dans le nouveau pouvoir issu de la « révolution » et pensent que celui-ci va leur donner des terres dans les environs de la capitale. Le mouvement s'organise si vite et si bien qu'on peut se demander qui en tire les ficelles. Des heurts sérieux opposent les « squatters » aux paysans qui se disent propriétaires de ces terres, bien que celles-ci aient souvent été attribuées, au début de la transition, dans des conditions douteuses (favoritisme, corruption). La milice craint d'intervenir. Le pouvoir tempore, enregistre les demandes et, en définitive, lâche du lest: une dizaine de milliers de parcelles auraient été distribuées, ce qui a pour effet d'inciter d'autres personnes à formuler la même revendication. Le problème est donc toujours en suspens.

L'affaire du bazar de Karassou

L'affaire du bazar de Karassou, qui se situe non loin de la frontière avec l'Ouzbékistan, semble, quant à elle, provisoirement résolue, mais au prix de deux assassinats, dont celui de Bayaman Erkinbaiev. En 2000, une de ses sociétés acquiert une part majoritaire de ce bazar. A l'époque déjà, son principal rival local, l'homme d'affaires Abdalim Djounousov, met en cause la légalité de l'opération. Après les événements de mars, ce dernier utilise le mécontentement des commerçants du bazar pour en prendre le contrôle : le 10 juin, les gardes de B. Erkinbaiev sont chassés par les hommes de main d'A. Djounousov qui devient propriétaire *de facto* du bazar. Les milices des deux hommes se livrent dans les jours qui suivent à différentes voies de fait; le règlement en justice de l'une d'elles est cependant suspendu par l'assassinat, le 5 septembre, d'A. Djounousov. Le 11 septembre, une foule de manifestants se rassemble dans le bazar de Karassou pour réclamer que Bayaman Erkinbaiev

soit livré à la justice et que le Procureur général, Azimbek Beknazarov, l'un des personnages-clés de la « révolution des tulipes », soit démis de ses fonctions pour partialité. Le 14 septembre, un jugement retire à B. Erkinbaiev la propriété du bazar, qui tombe dans l'escarcelle de l'Etat, tandis que A. Beknazarov est limogé le 19. Le 21 septembre, B. Erkinbaiev est abattu dans une rue de Bichkek. Selon les services spéciaux (SNB), il aurait été assassiné pour n'avoir pas tenu ses engagements dans une affaire de trafic d'héroïne, ce qui n'est guère convaincant... Cette double disparition, qui décapite deux mafias, devrait permettre à l'Etat de reprendre le contrôle du Sud si, du moins, il ne tarde pas trop à le faire...

La crise des prisons

La crise des prisons, fin octobre, résulte également de la confrontation de deux mafias, mais cette fois-ci dans le Nord. D'un côté, on trouve Ryspek Akmatbaiev, surnommé Rys (le lynx), personnage charismatique d'une trentaine d'années, considéré à Bichkek comme le chef du crime organisé. Il est l'ennemi juré du tchéchène Aziz Batoukaiev, dont il a tué trois compatriotes en 1999 et qui, fort riche et bénéficiant du titre « prestigieux » de *vor v zakonié* (équivalent à peu près à celui de « parrain »)¹, est « prisonnier de luxe » à la maison d'arrêt de Moldovanovka, située à une vingtaine de kilomètres de Bichkek. Il exerce depuis sa cellule une influence certaine sur les 18 000 détenus du Kirghizstan. Le frère de Ryspek Akmatbaiev, Tynythbek, député et président de la commission parlementaire pour la défense, la sécurité et l'application de la loi, venu inspecter, le 20 octobre, la centrale de Moldovanovka, est pris en otage avec ses collaborateurs par un groupe de détenus en révolte et est abattu. Le nouveau Premier ministre, F. Koulov, qui a passé quatre ans dans cette même prison, obtient la restitution du corps du député, ainsi que la libération de ceux qui l'accompagnaient. Ryspek Akmatbaiev considère que le chef du gouvernement et A. Batoukaiev ont partie liée. Placé en liberté conditionnelle, il organise à Bichkek une opération de protestation: le 22 octobre, avec 150 de ses partisans scandant des slogans hostiles au Premier ministre, il installe un camp de yourtes devant le Parlement, affirmant qu'il ne quittera la place que lorsque F. Koulov aura démissionné. Certains ministres, dont celui de l'Intérieur, viennent lui présenter leurs condoléances. A partir du 25 octobre, alors que R. Akmatbaiev a été rejoint par Nourlan Motouiev accompagné de mineurs, les fidèles de F. Koulov commencent à se rassembler chaque jour, à l'autre bout de la place. Tandis que la milice se contente d'observer de loin les

¹ Soixante-dix détenus ou ex-détenus bénéficieraient de ce « titre » dans l'ex-Union soviétique.

événements, le président Bakiev garde un silence prudent et refuse d'envisager une opération contre ce « nid de brigands ». Le 27 octobre, il se résout à recevoir des émissaires du chef mafieux et, peut-être, comme le bruit en a couru, Ryspek Akmatbaiev en personne. Le soir même, ce dernier semble satisfait et annonce qu'il met fin à son action de protestation jusqu'à la publication des résultats d'une enquête confiée à une commission parlementaire¹. Le 14 novembre, il « accepte » de comparaître devant un tribunal. L'audience à laquelle il s'est présenté est cependant reportée: R. Akmatbaiev court toujours et constitue, par sa popularité et ses hommes de main, une grave menace pour l'ordre établi. Le calme est revenu dans les prisons vers le 5 novembre, parfois après des prises d'assaut spectaculaires comme ce fut le cas à Moldovanovka. Aziz Batoukaiev est toujours incarcéré, mais il est soumis à un régime plus sévère, dans une prison du SNB.

D'un point de vue économique, tout ne va pas si mal: en témoignent ainsi l'activité soutenue dans les bazars et, plus généralement, dans les villes, la bonne rentrée de l'impôt (+ 16 % par rapport à 2004), un certain maintien de l'investissement étranger². Malgré les désordres, les Kirghizes se sont donc employés, autant que faire se peut, à maintenir en marche la machine économique. Il reste maintenant à remettre en marche la machine « étatique ».

¹ La commission conclura, le 1er décembre, que le conflit entre Aziz Batoukaiev et Ryspek Akmatbaiev est à l'origine du meurtre du frère du second.

² Grâce notamment aux capitaux kazakhes, 74 millions de dollars auraient été investis par l'étranger au cours des six premiers mois de l'année.

La reconstruction de l'Etat

Au grand soulagement de tous, Kourmanbek Bakiev, le leader du Sud, et Félix Koulov, le leader du Nord, décident, le 12 mai 2005, de faire cause commune pour l'élection présidentielle du 10 juillet: si le premier est élu à la magistrature suprême, le second sera Premier ministre. Le résultat est à la hauteur de l'espérance soulevée par le « tandem »: K. Bakiev obtient 88,71 % des suffrages à l'issue d'un scrutin qui s'est déroulé de façon satisfaisante, selon les observateurs de l'OSCE. Le Parlement kirghize entérine, le 1^{er} septembre, la nomination de Félix Koulov à la tête du gouvernement. Mais cette assemblée, qui reste majoritairement composée de parlementaires favorables au Président déchu, Askar Akaiev, rejette les noms proposés par le nouveau Président pour de nombreux ministères: il s'agit en particulier de personnalités ayant pris part à la « révolution des tulipes », comme la ministre des Affaires étrangères par intérim du gouvernement provisoire, Roza Otounbaieva. Cette guérilla procédurière a retardé, durant tout l'automne, la mise en place du gouvernement qui, finalement, est formé au complet le 2 décembre seulement. S'appuyant sur les amendements à la Constitution approuvés en 2003 par référendum, l'Assemblée cherche à s'affirmer face au Président. Toutefois, composée en majorité de notables ayant réussi dans les affaires, mais pas toujours recommandables, elle défend parfois des intérêts catégoriels et certains de ses votes ont éveillé la suspicion. Ainsi a-t-elle rejeté le projet de loi portant sur la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment, tout en nommant Tynychebek Akmatbaiev, frère d'un chef mafieux tout-puissant à la tête de la commission parlementaire pour la défense et la sécurité ! Face à ce « deuxième pouvoir », K. Bakiev louvoie. Dès le 25 avril, avant même son élection, il convoque une « conférence constitutionnelle » chargée d'élaborer de nouveaux amendements à la loi fondamentale. Le 15 décembre, il laisse entendre que si changement il doit y avoir, il faut que celui-ci statue sur le mode de gouvernance du pays. Une semaine après, il annonce un référendum pour 2006 proposant aux électeurs de choisir entre « une république présidentielle, parlementaire ou mixte ». L'émergence d'une « nouvelle opposition » risque d'envenimer le débat: des personnalités ayant joué un rôle de premier plan dans la « révolution des tulipes », mais aujourd'hui évincées du cercle du pouvoir, comme Azimbek Beknazarov¹ et Roza Otounbaieva, accusent le Président de manoeuvrer en vue de faire voter une Constitution taillée à sa mesure, comme

¹ Azimbek Beknazarov, le « terrible Procureur général », limogé de ses fonctions en septembre, a fait progresser le Kirghizstan sur la liste de *Transparency International* concernant la corruption: au 133^{ème} rang sur 146 pays en 2004, il est en 2005 au 130^{ème} sur 159.

le fit A. Akaiev. Si K. Bakiev et F. Koulov devaient s'opposer, ce dernier obtiendrait probablement le soutien du Parlement: il en aurait besoin car, dans son propre gouvernement, un seul ministre lui est acquis. Mais, pour l'instant, le « tandem Bakiev-Koulov » tient bon.

L'esprit manoeuvrier du Président est également perceptible dans la politique étrangère qu'il mène : il poursuit la « diplomatie plurivectorielle » de son prédécesseur, en s'efforçant notamment de maintenir un certain équilibre entre la Russie et les Etats-Unis.

Politique extérieure : la quadrature du cercle

La révolte d'Andijan en Ouzbékistan, le 13 mai 2005, a représenté un véritable casse-tête diplomatique pour la nouvelle équipe. En effet, dès le lendemain, plus de 500 Andijanais – hommes, femmes et enfants – franchissaient la frontière kirghize à Baraj. Aidés par l'Usaid, le HCR et l'ONG française Acted, les Kirghizes installent les réfugiés dans un camp de toile. Le 9 juin, le SNB local, soumis à une intense pression de la part de son homologue ouzbek, reconduit de force à la frontière quatre réfugiés. Cette initiative, contraire aux engagements internationaux de la République kirghize, fait scandale à tel point que K. Bakiev, suivant les recommandations de l'ONU, fait évacuer, le 29 juillet, 440 réfugiés ouzbeks vers la Roumanie, qui seront rejoints par quinze autres le 15 septembre. Aujourd'hui, il reste encore dans la prison d'Och quatre réfugiés dont l'Ouzbékistan réclame l'extradition. En représailles, ce dernier a suspendu ses livraisons de gaz au Kirghizstan¹. A l'égard des Etats-Unis, Bichkek bénéficie du fait que la base militaire kirghize de Manas² est désormais le dernier cantonnement américain en Asie Centrale. Washington s'était alarmé lorsque, le 5 juillet à Astana, au cours d'un sommet des chefs d'Etat de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)³, K. Bakiev avait signé une déclaration selon laquelle une date butoir devait être fixée au déploiement des bases américaines sur le territoire des pays membres de l'OCS. Dès le 25 juillet, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, se rend à Bichkek où on lui confirme que « la question de la limitation de la présence des bases militaires de la coalition antiterroriste... n'est pas dirigée contre les pays occidentaux ni les Etats-Unis »⁴. Les Etats-Unis vont donc pouvoir garder leur base de Manas, près de Bichkek, « aussi longtemps que l'exigera la situation en Afghanistan ». Cet exercice d'équilibrisme d'un petit pays pris en

¹ Elles ont été remplacées par du gaz kazakh grâce à la médiation des Américains, si bien que les Ouzbeks ont repris leurs livraisons en novembre.

² Depuis décembre 2001, le Kirghizstan consent aux Etats-Unis et à leurs partenaires l'usage de la base aérienne de Ganci (du nom d'un pompier décédé le 11 septembre 2001), qui utilise la piste de l'aéroport international de Manas, à quelques kilomètres de Bichkek. Cette base est destinée au soutien des opérations en Afghanistan. Initialement conclu pour une seule année, le bail avait été reconduit ensuite pour trois ans, avec 300 hectares adjacents ajoutés au territoire initial de la base. Les Etats-Unis auraient alloué quelques 35 millions de dollars à des aménagements et constructions diverses. Par ailleurs, ils ont modernisé le système de navigation aérienne de l'aéroport lui-même.

³ La Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan se sont regroupés dans une organisation, la Shanghai Cooperation Organization (SCO ou OCS en français), fondée en 2001. L'objectif au départ était encore la lutte contre le terrorisme. Mais comme le disent de nombreux analystes, la SCO est une réponse russo-chinoise à la présence américaine en Asie centrale. En août 2003, les pays de la SCO ont procédé à des exercices militaires communs, au Kazakhstan oriental d'abord, en Chine occidentale ensuite. Le but officiel ? Lutter contre les séparatistes Ouïgours. Le but réel ? Marquer des points contre les Etats-Unis.

⁴ Déclaration de Roza Otounbaieva, ministre des Affaires étrangères par intérim le 6 juillet.

tenailles entre des grandes puissances caractérise la diplomatie du Kirghizstan obligé de satisfaire l'« étranger lointain » (les démocraties occidentales) tout en ménageant ses voisins immédiats ou presque (Chine, Ouzbékistan, Russie et Kazakhstan): une sorte de quadrature du cercle! Les visites à Bichkek des plus hautes autorités américaines ou russes sont, bien sûr, l'occasion de faire monter les enchères: les Américains vont devoir s'acquitter d'un loyer plus élevé pour leur base de Manas, tandis que les Russes, qui renforcent leurs positions dans la région¹, font don de matériels militaires. Combien de temps Kourmanbek Bakiev pourra-t-il tirer parti des Occidentaux – qui s'emploient à bâtir la démocratie au Kirghizstan – alors que les alliés chinois, russes et ouzbeks veulent extirper de ce pays une démocratie dont l'éventuelle contagion les inquiète? Lorsque l'on constate que des opposants ouzbeks ou kazakhs continuent de se réfugier au Kirghizstan où ils rencontrent aussi bien des responsables prêts à les extradier que d'autres déterminés à les défendre, on perçoit le côté presque intenable de la situation.

En cette fin d'année 2005, la nouvelle équipe au pouvoir à Bichkek est confrontée à d'immenses difficultés, d'autant qu'aucun problème n'a vraiment été résolu: la mafia reste puissante; l'ordre n'est pas tout à fait rétabli; les forces de police demeurent sur la réserve; la corruption continue de régner; les revendications de la population sont loin d'être satisfaites. Le miracle si fragile de la « révolution des tulipes » est non seulement celui de la brusque expression libertaire de tout un peuple, mais aussi celui de l'apparition d'un îlot de liberté dans un océan de servitude. Si vraiment le camp des démocraties entend défendre cette avancée, il devra en payer le prix: la République kirghize a besoin de toute urgence d'une aide massive, diversifiée. Et il s'agira d'y démontrer qu'ordre et prospérité sont compatibles avec démocratie et droits de l'homme.

¹ Le ministre de la Défense russe a évoqué un doublement de la superficie de la base de Kant, pendant qu'à Bichkek la Russie construit un consulat gigantesque, conforme au modèle soviétique.

Le Kirghizstan au bord du gouffre

Cette révolution des tulipes semble loin d'être terminée. La Kirghizie fait l'apprentissage de la démocratie tout en étant manipulée de l'intérieur (clans, nordistes et sudistes) mais aussi de l'extérieur. Toutes ces manipulations sont souvent orientées vers une disparition de la spécificité kirghize (c'est-à-dire l'apparition d'une démocratie). Elles suscitent ainsi des soulèvements intermittents qui placent la jeune république au bord du gouffre.

Une république en plein casse tête constitutionnel

S'il on peut parler de trêve au Kirghizistan et de répit pour son nouveau président, ceux-ci furent de courte durée. A la fin de l'année 2006, les combats qui ont opposé partisans et opposants du gouvernement, auxquels la police a mis fin à grand renfort de coups de matraque et de gaz lacrymogène sur la place centrale de la capitale, sont une illustration spectaculaire de ce que le Kirghizstan est au bord d'une rupture politique et peut-être d'une guerre civile. Pendant une bonne partie de l'année 2006, deux groupes ont rivalisé pour contrôler le pays:

- le gouvernement, dirigé par le président Kourmanbek Bakiev, le premier ministre Felix Koulov, le premier ministre adjoint Daniyar Üsönov et le secrétaire d'état Adakhan Madumarov;
- le mouvement d'opposition « *Pour les réformes !* », dirigé par des parlementaires, dont Ömürbek Tekebayev, Melis Eshimkanov et Azimbek Beknazarov; un certain nombre d'anciens ministres de l'administration Bakiev, notamment Almazbek Atambayev et Roza Otounbayeva; et des militants de la société civile comme Edil Bäisalov.

La confrontation s'est accrue au printemps 2006. L'opposition a organisé des manifestations à Bichkek et ailleurs pour exiger des réformes politiques. Les troubles, qui ont commencé lorsque l'opposition a demandé des contrôles sur le pouvoir présidentiel, ont pris un caractère régional parce que le gouvernement comptait sur le soutien des régions du sud (en particulier les provinces de Jallalabad et Osh) et que l'opposition comptait largement sur le soutien du nord (notamment des provinces de Tchoui et Talas, cf. annexe 1). La police et les forces de sécurité étaient divisées entre les deux camps mais, jusqu'à alors, elles avaient pu éviter des affrontements dans la capitale. L'opposition a organisé des manifestations de

masse dans le centre de Bichkek dès le 2 novembre, essayant de forcer Bakiev à approuver une nouvelle constitution qui limiterait les pouvoirs du président et permettrait au groupe parlementaire le plus important de former le gouvernement. Bakiev, qui en vertu de la constitution jouit de pouvoirs quasiment illimité, a refusé. Les deux camps ont donc commencé à rassembler leurs partisans et ce qui a commencé comme une querelle entre élites politiques a rapidement entraîné dans son sillage un grand nombre de citoyens ordinaires. Le centre de la capitale a été divisé en deux parties: les partisans de l'opposition se sont rassemblés dans les bâtiments du gouvernement, la « maison blanche » tandis que les supporters du gouvernement se sont réunis près du parlement. Alors que l'on s'attendait à des affrontements le 7 novembre, des négociations de dernière minute ont permis de réduire la tension mais les manifestations dans les deux camps se sont poursuivies. Les pourparlers entre le président du parlement Marat



Photo 4 : K. Bakiev signant la nouvelle constitution.

Sultanov et le président Bakiev ont conduit à un accord visant à présenter une constitution qui serait un compromis au Parlement, qui l'a adoptée le 8 novembre. Le président Bakiev l'a finalement signée le lendemain.

Ce texte, ficelé et signé à la va-vite sous la pression de l'opposition et de la rue, devait renverser les rapports de force entre exécutif et législatif, au profit du Parlement. En effet, selon l'article 69 du texte officiel, « *le parti politique qui emporte plus de 50 % des sièges lors des élections législatives, dans le cadre d'un système proportionnel, nomme le Premier ministre et soumet cette proposition au chef d'Etat qui l'approuve. Ainsi désigné, le Premier ministre peut alors former son gouvernement* ». Cette, concession arrachée *in extremis* au président Bakiev, représentait à elle seule une petite révolution dans la tradition présidentielle centrasiatique. Or, le gouvernement en place, constitué par Bakiev au lendemain de la « révolution des tulipes » et confirmé après les présidentielles de juillet 2005, ne correspondait pas à ces exigences. C'est ce décalage constitutionnel qui a justifié, selon Félix Koulov, sa démission surprise, ainsi que celle des 14 ministres du gouvernement ! C'est bien une crise politique au long cours que vit actuellement le Kirghizistan. Dans les coulisses, les observateurs murmurent que ce départ serait plutôt le résultat d'une mésentente chronique

entre le Parlement et le gouvernement, un blocage du processus législatif exacerbé depuis novembre et que seule une démission pouvait résoudre. Le jeu politique pourrait bien être encore plus complexe. Les ministres démissionnaires clament désormais dans toute la presse kirghize qu'ils ne doivent point être les seuls sacrifiés. Le Parlement, élu sous le régime d'Askar Akaiev en 2005 et dans des conditions contestées, devrait lui aussi démissionner. Une manœuvre de plus, selon les députés de l'opposition, pour pousser les parlementaires actuels vers la sortie, afin de reconstituer une Assemblée plus docile.

Depuis ce coup d'éclat, le vide constitutionnel s'est installé au sommet de l'État : peut-on nommer un nouveau gouvernement sans un nouveau Parlement, faut-il dissoudre la chambre, le Président en a-t-il toujours le pouvoir... ? Et si élections législatives anticipées il devait y avoir, dans quelles conditions se dérouleraient-elles, alors que les lois électorales mettant en application la nouvelle Constitution n'ont pas encore été débattues par le Parlement ? Dans l'urgence créée par la démission du gouvernement, se révèlent les limites d'une Constitution mal fagotée... Et dans le flou, chacun tente de faire prévaloir son interprétation du texte pour infléchir le système à son avantage. Ainsi a-t-on vu, depuis lors, plusieurs députés favorables au Président proposer à leur tour une nouvelle Constitution, le texte adopté en novembre à peine mis sous presse... La tentative est restée infructueuse, et ce sont finalement des amendements qui ont été mis au vote. Ces modifications constitutionnelles redonneraient au Président une bonne partie de ses prérogatives, perdues à la suite des manifestations du mois dernier. Les hommes forts du « *Pour les réformes !* », leaders de l'opposition, crient au scandale et menacent de regagner la rue pour défendre « leur » Constitution. En attendant d'avoir pu démêler cet imbroglio, Kourmanbek Bakiev a déclaré que le gouvernement démissionnaire garderait ses fonctions. Des élections législatives pourraient avoir lieu au printemps 2007, afin de former un Parlement neuf, qui déboucherait sur un gouvernement plus représentatif du vote populaire.

A ces manipulations intérieures s'ajoutent des manipulations extérieures, stigmatisées par de nombreuses implications étrangères : russe, américaine ou encore chinoise.

Le retour de la Russie

« La Russie est intéressée au développement stable et démocratique du Kirghizistan. », a déclaré en janvier 2007 le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov. "Nous constatons que les relations entre la Russie et le Kirghizistan connaissent un essor", a-t-il indiqué à l'issue de sa rencontre avec son homologue kirghize, Alikbek Djekchenkoulov. Au cours des pourparlers, les deux parties ont réaffirmé leur disposition à développer les rapports d'alliance conformément aux ententes intervenues entre les gouvernements des deux pays. La Russie et le Kirghizstan semblent donc convoler en justes noces...

Après avoir, en décembre 2002, déployé des moyens aériens au Kirghizistan (à l'aéroport de Kant), la Russie a signé en septembre 2003 avec Bichkek un accord sur l'établissement d'une base aérienne russe à Kant, pour une durée de quinze ans, avec possibilité de renouvellement automatique de cet accord. Inaugurée le 23 octobre 2003 par le Président Poutine lui-même, cette base se situe à une trentaine de kilomètres de la base américaine Peter Ganci, à Manas. S'ajoutant à la présence militaire que la Russie maintient au Tadjikistan, la nouvelle base fait partie de la force de déploiement rapide de la CEI pour la région Asie centrale que l'Organisation du traité de sécurité collective a mise en place pour lutter contre les menaces de sécurité communes, notamment celle du terrorisme. La base russe doit assurer



Photo 5: V. Poutine et A. Akaiev,
lors de l'inauguration de la base russe de Kant

le soutien des forces engagées au sol dans des opérations militaires contre des groupes terroristes opérant sur le territoire d'un des Etats membres de l'OTSC et améliorer la mobilité de la force de réaction rapide tout en renforçant ses capacités générales, reconnues insuffisantes par les Etats membres de l'OTSC. Officiellement, donc, l'installation de la base

de Kant vise à appuyer les efforts internationaux de stabilisation de la zone, à consolider la force de réaction rapide de l'OTSC et à aider le Kirghizistan à faire face à ses problèmes de sécurité, ce que l'état de ses forces armées et de sécurité ne lui permet pas de réaliser de manière autonome. Toutefois, les propos du Président Poutine à l'occasion de l'inauguration de cette base évoquent d'autres enjeux : ils marquent une volonté du Kremlin de réaffirmer la prééminence de ses intérêts et de sa politique en Asie centrale par rapport à ceux des autres puissances présentes, y compris, et surtout, les Etats-Unis. De fait, à cette occasion, le chef de l'Etat russe, soulignant une nouvelle fois le caractère temporaire et la nature limitée des missions des forces américaines déployées en Asie centrale, a insisté sur le fait qu'au contraire, la base russe constituait une présence permanente et était susceptible d'être appelée à intervenir dans l'espace centre-asiatique tout entier.

La main américaine derrière les ONG

À la chute de l'URSS, le Kirghizstan a été abandonné par Moscou. Et à la différence des pays Baltes, il n'y a pas eu de mouvements collectifs pour mener le pays à l'indépendance. Les élites locales ont dû ainsi construire une nouvelle idéologie nationale, une nouvelle société. Un vaste chantier rendu possible par un soutien international conséquent, notamment américain.

De la création massive d'ONG...

Dès 1992-93, le Kirghizstan, pays aux ressources réduites, ouvre alors ses portes aux organisations internationales, aux chancelleries diplomatiques et à quelques grandes ONG comme *Counterpart Consortium*. Une situation nouvelle que le président Askar Akaiev définit alors par la politique du «y, y» (en russe, «et, et») qui consiste à collaborer à la fois avec la Russie, la Chine, les Etats-Unis, etc. Ces ONG ont travaillé pour leur grande majorité en Afrique. Lorsqu'elles s'installent dans l'espace post-soviétique, elles conservent une expérience traumatisante de la conception africaine de l'Etat. Une conception empirique à laquelle s'ajoute l'idéologie du moment, celle de la fin de l'affrontement Est-Ouest et du désengagement de l'Etat. Une idée se dégage alors: il faut réformer l'Etat, pour ne pas dire le lamener. Dès 1995-96, Bichkek devient le «chouchou» des organisations internationales, pour avoir fait le choix d'une thérapie de choc en matière économique et de profondes réformes du système politique. Il n'est pas rare d'entendre alors que le Kirghizstan est un «îlot démocratique» en Asie centrale. Mais le Kirghizstan est passé en réalité d'une dépendance russe vers une dépendance à l'égard d'organisations internationales.

La philosophie des organisations internationales était de doter impérativement le pays d'une société civile encore inexistante. Or, elle ne pouvait émaner que d'organisations issues du peuple. Les 8.000 ONG aujourd'hui basées au Kirghizstan sont toutes kirghizes. Mais elles sont le résultat de financements extérieurs, donc d'une impulsion qui vient d'en haut – non plus de l'Etat, mais d'organisations internationales. De sorte que si, demain, ces financements devaient s'arrêter, une centaine d'ONG seulement pourraient poursuivre leurs activités dans le pays. Mais sur le terrain, on distingue clairement deux discours: celui des organisations internationales qui affirment vouloir promouvoir la société civile et inciter les ONG à s'organiser elles-mêmes, et d'autre part, au niveau local, celui des leaders d'ONG qui expliquent qu'il s'agit d'un moyen de capter des ressources – qu'elles soient matérielles ou immatérielles. Notamment, capter des ressources financières, mais aussi des idées, comme la

promotion de la démocratie, qui permettent de voyager et de participer à des séminaires, et donc d'acquérir un statut social.

... au « coalition building »

Si la première phase des réformes de 1994 à 2000 a consisté à créer des ONG de façon massive, la deuxième phase s'est focalisée sur la mise en place de ce que les Anglo-Saxons appellent le «coalition building». L'idée repose sur l'intention, après avoir affaibli l'Etat, de délivrer de l'aide et de réformer le pays, non plus par les institutions étatiques, mais par les ONG locales. D'où la nécessité de structurer ce tissu d'ONG. *Coalizia* en est le parfait exemple. Créé 1999, ce réseau regroupe aujourd'hui 170 ONG réparties sur l'ensemble du territoire. Son leader, Edil Baisalov, a été largement médiatisé lors des dernières élections. Il s'agit d'ONG locales dépendant d'une ONG nationale qui, elle-même, dépend d'un bailleur de fonds extérieur – en l'occurrence la Fondation du Parti démocrate américain. Le but de *Coalizia* est de faire du monitoring électoral, à savoir observer les élections et réaliser des statistiques – des tâches en principe assumées par l'Etat. *Coalizia* se charge ainsi de légitimer ou non un processus électoral, et d'organiser des conférences de presse pour diffuser d'éventuelles contestations, tout en proposant un autre projet social, une autre vision de la société. *Coalizia* fait elle-même partie d'un vaste réseau est-européen, ENEMO (European Network of Election Monitoring Organizations), qui est financé par différentes organisations, essentiellement américaines comme la fondation *Soros* et *Eurasian foundation*. Même si les Européens participent financièrement à cet essor, la puissance financière se trouve définitivement outre-Atlantique. Et bien qu'il soit impossible de réduire le phénomène ONG à un phénomène américain, il faut savoir que lorsqu'une organisation française s'implante avec 20.000 euros, une initiative similaire américaine dispose, elle, d'un budget de 20 millions de dollars. En Asie centrale, la France et l'Europe jouent ainsi un rôle très marginal. Mais le phénomène ONG dépasse largement le cadre Est-Ouest. Au Kirghizstan, il existe aussi des ONG saoudiennes soutenant la promotion de l'islam, ou encore des organisations coréennes faisant du prosélytisme protestant. La société kirghize, vit aujourd'hui sous un réel déferlement international.

L'avènement des « freedom fighters »

Les Etats-Unis appellent les "Freedom fighters", les individus tel qu'Edil Baisalov, fortement médiatisés lors des révolutions et présentés comme les héros de ces moments historiques. Ce dernier a d'ailleurs été interviewé par tous les médias internationaux, a été reçu à la Maison

Blanche (la vraie...) et a témoigné devant le Sénat américain. D'autres héros composent ce Panthéon de la démocratie. Les leaders d'*Otpor* en Serbie, de *Kmara* en Géorgie ou de *Pora* en Ukraine ont été décorés par les Etats-Unis pour leur promotion de la liberté de la démocratie au moment du sommet russo-américain, à Bratislava en février 2005.

L'arrivée des chinois

Au cours de sa longue histoire, la Chine a entretenu des rapports étroits avec l'Asie centrale. La colonisation russe du XIX^{ème} siècle, puis la domination soviétique, provoquèrent la rupture de la quasi-totalité de ces contacts. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la fracture artificielle entre les régions de l'extrême occident chinois et l'Asie centrale a pris fin. Ce retour de l'histoire ouvre de nouvelles perspectives, mais suscite également des inquiétudes à Pékin. Face à l'émergence de républiques indépendantes en Asie centrale, la politique de la République Populaire de Chine (RPC) a traversé deux phases successives. La première a été essentiellement défensive et caractérisée par un sentiment de défiance à leur égard. Très vite, elle a cédé la place à la volonté de promouvoir la stabilité de l'extrême occident chinois et de l'Asie centrale. Le développement de liens politiques et économiques constitue le principal instrument de réalisation de cet objectif.

Quelques initiatives

Voici quelques années à peine, l'Asie centrale n'était pour la république populaire de Chine qu'un glacis sur lequel elle défendait sa province de l'ouest, le Xinjiang – nouvelle frontière – plus anciennement appelé Turkestan chinois ou oriental, qu'elle contrôle de façon intermittente depuis vingt-deux siècles¹. Aujourd'hui, cette province de plus en plus chinoise, car elle comporte autant de chinois *han*² que de Turcs³ ouïghours, et qui représente à elle seule le quart de l'Asie centrale, est la proie d'un développement fantastique sans commune mesure avec celui beaucoup plus faible du Turkestan occidental. L'essor du Xinjiang est tel qu'il ne peut que projeter sa force économique vers les républiques ex-soviétiques voisines : d'excellentes routes atteignent déjà la frontière et semblent vouloir aller plus loin...

Voilà donc que les chancelleries chinoises abandonnent la réserve qui les caractérisaient et prennent les initiatives spectaculaires les plus diverses. Ainsi en 2005, le jour du nouvel an chinois, l'ambassadeur de Chine s'est-il rendu les bras chargés de cadeaux, à Aleksandrovka,

¹ La présence chinoise n'y a pourtant pas dépassé 500 ans.

² Les Chinois *han* seraient de nos jours dans le Xinjiang de 9 à 10 millions et constituent d'ores et déjà en Asie Centrale, après les Ouzbeks et les Kazakhs, à hauteur des Ouïghours et avant les Slaves, la troisième minorité.

³ On écrit « turk » avec un k pour différencier les Turcs d'Asie centrale des Turcs d'Anatolie et d'autres régions.

le principal village doungane¹, pour féliciter ses compatriotes musulmans. L'été 2004, la radio chinoise, sous le nom de « Fenêtre vers la Chine », a entamé des émissions en kirghize effectuées par des Kirghizes de Chine à destination de leurs compatriotes du Turkestan oriental. En août 2004, le premier ministre chinois Wen Jiabao a inauguré à Bichkek la première faculté de chinois du pays. L'armée, la police et les gardes-frontières chinois multiplient les dons de matériel à leurs homologues kirghizes. Enfin, dans le cadre de l'OCS, Pékin a envoyé à Bichkek pour les élections parlementaires de 2005 un observateur : c'est la première fois que la RPC agit ainsi à l'étranger alors que jusqu'ici elle n'admettait chez elle aucun observateur, considérant que les élections sont une « affaire intérieure ».

Conquête économique et culturelle

C'est en commençant par la Kirghizie que les Chinois semblent vouloir prendre pied en Asie centrale ex-soviétique. L'appartenance des deux peuples à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a permis d'inonder le pays kirghize de produits chinois. Effectués au travers de deux points de passage – contre sept entre le Xinjiang et l'Asie centrale, dont une voie ferrée vers le Kazakhstan – le commerce et notamment les exportations chinoises vers le Kirghizstan ont pris des proportions extraordinaires. Ce trafic fait peu à peu de la Kirghizie une plateforme de réexpédition de produits chinois qui, au passage, peuvent récupérer l'étiquette « *made in Kirghizstan* » afin de faciliter leur écoulement.

Le plus clair résultat de tout ce *forcing* est l'apparition à Bichkek, et dans les capitales centro-asiatiques en général, de commerces, de restaurants chinois et même d'une population chinoise plus ou moins infiltrée.

De la défiance au partenariat

La Chine est passée d'une attitude de défiance à un partenariat économique avec le Kirghizstan et les autres pays d'Asie centrale. Selon Filip Noubel, spécialiste des relations sino-asiatiques, le Kirghizstan reste néanmoins l'état d'Asie centrale le plus problématique pour les autorités chinoises, car le plus instable. Le contentieux territorial (une partie de l'opposition kirghize souhaite remettre en cause la cession de territoires kirghizes à la Chine

¹ Les Dounganes sont des Chinois *han* de religion islamique qui se sont réfugiés en Kirghizie et au Kazakhstan dès le XIX^e siècle pour fuir les persécutions puis, par la suite, les conséquences de leur engagement en faveur du *Kuomintang*. Influent et entrepreneurs, fidèles à leurs origines, ils sont aujourd'hui plus de 55000 en Kirghizie.

par le Président Akaiev dans le cadre des accords conclu sur la démarcation de la frontière) et le soutien politique supposé des Kirghizes aux Ouïghours, même s'il s'est affaibli depuis le 11 septembre 2001, préoccupait Pékin. Sur le plan de la sécurité, au regard du Xinjiang, Pékin s'est aujourd'hui assuré la coopération politique des Etats d'Asie centrale dans sa lutte contre les tendances séparatistes et fondamentalistes. Les Ouïghours sont plus isolés que jamais. Dans le domaine économique, en Asie centrale, la Chine fait aujourd'hui figure de rival sérieux non seulement de la Russie, mais également d'autres candidats potentiels comme la Turquie, le Pakistan ou l'Iran. Sur le plan géostratégique, le retour de la Chine sur la scène centre-asiatique rompt avec plus d'un siècle d'impérialisme russe. Les orientations futures de la politique russe en Asie centrale conditionnent cependant l'amplitude du rôle de Pékin dans la région. L'incertitude pèse cependant encore largement pour l'avenir. On peut penser que dans l'éventualité d'un affaiblissement de la présence russe, Pékin serait tenté d'accentuer son influence. Néanmoins, la nécessité de conserver un environnement pacifique pour la poursuite de son décollage économique, mais aussi l'essor des échanges et le rapprochement actuel entre la Fédération de Russie et la Chine devraient encourager Pékin à ne pas heurter Moscou.

Conclusion

En novembre dernier, M. Bhadrakumar, ancien diplomate indien (ambassadeur en Ouzbékistan de 95 à 98, puis en Turquie de 98 à 01), rapprochait Ortega et Bakiev. Qu'y a-t-il de commun entre le président du Nicaragua Daniel Ortega et le président du Kirghizstan Kourmanbek Bakiev ? Pas grand-chose à part le fait que le Nicaragua et le Kirghizstan sont deux petits pays montagneux de 5 millions d'habitants. Pourtant lorsque le Kremlin a fait une déclaration sur les élections au Nicaragua, c'est le Kirghizstan qu'il aurait pu avoir en tête. Il y a seize ans, les *Contras* financés par les Etats-Unis ont combattu le gouvernement de gauche d'Ortega. Le communiqué russe faisait état de « surprise et de souci » face à l'ingérence des Etats-Unis dans l'élection au Nicaragua. Il critiquait l'ingérence des diplomates américains et des ONG soutenues par Washington dans la politique du Nicaragua, et poursuivait en défendant le principe de la libre détermination des peuples et de l'absence d'obstacles à des élections libres. C'est une déclaration extraordinaire pour la Russie post-soviétique... On peut penser que Moscou cherchait à mettre en évidence le caractère creux de l'objectif américain de démocratie appliquée au monde. Curieusement, au moment où Lavrov s'exprimait, l'opposition s'agitait à Bichkek, la capitale du Kirghizstan, là où aussi au nom de la démocratie, une coalition soutenue par les Etats-Unis de militants politiques et d'ONG faisait tous ses efforts pour mettre à bas l'équipe élue du président Bakiev et du premier ministre Koulov. Les manifestations à Bichkek semblaient destinées à durer jusqu'à réussir à les renverser tous les deux. Mais on a eu le sentiment que sauf coup de théâtre imprévu, la situation allait se calmer. A peu près aussi sûrement que le marxiste révolutionnaire Ortega allait être élu à nouveau président du Nicaragua, en dépit de la haine viscérale de Washington. Comme le Nicaragua, le Kirghizstan est devenu un champ de manœuvres russo-américaines pour la suprématie régionale.

Le pouvoir kirghize, soutenu par la Russie et la Chine, a fait face aux attaques permanentes de l'opposition déçue et des groupes de la « société civile » qui avaient été un temps les alliés de Bakiev et de Koulov dans la « révolution des tulipes » de mars 2005 soutenue par les Etats-Unis. La critique majeure à l'encontre du pouvoir kirghize est qu'il n'a pas tenu les attentes et les promesses soulevées par cette révolution. Personne ne sait ce que sont ces attentes, mais les critiques se plaignent de voir le Kirghizstan demeurer englué dans la misère, la corruption et le népotisme, alors que la politique obéit à des règles claniques. On donne comme une caractéristique déconcertante de la situation au Kirghizstan le fait que les éléments criminels

comme la mafia de la drogue qui ont constitué les troupes de choc de la « révolution des tulipes » ont non seulement refusé d'être démantelés à l'issue de la crise révolutionnaire, mais qu'ils ont étendu avec l'accord tacite des autorités leurs ramifications dans l'ensemble du corps politique. L'opposition exige que le Kirghizstan devienne une démocratie parlementaire au lieu d'un régime présidentiel. Elle détecte des tendances autoritaires cachées chez Bakiev et qu'il faut limiter l'autorité du président. La question des réformes démocratiques révèle des failles au plus haut niveau. Bakiev semble être partisan d'un régime présidentiel, Koulov d'un régime parlementaire et Marat Sultanov, le président du Parlement (qui a été élu sous la présidence d'Askar Akaiev, avant la « révolution des tulipes »), cherche à promouvoir un régime d'assemblée.

Les émeutes de 2005 étaient censées placer le Kirghizstan dans l'orbite américaine, comme cela avait été le cas en Géorgie et en Ukraine, mais Washington a réalisé avec retard, et tout déconfit, que c'était exactement le contraire qui s'était produit. Il est apparu quand Bakiev a exigé un loyer décent pour la base aérienne de Manas, au lieu des 2,5 millions de dollars annuels. Bakiev était prêt à faire affaire avec le Pentagone au prix d'une hausse du tarif de location à 20 millions de dollars par an. Pour irriter les Américains, il a autorisé dans le même temps les Russes à conserver leur base aérienne de Kant à titre « perpétuel » gratuitement et même à l'étendre. En outre, il a précisé que l'usage de la base de Manas était lié aux exigences de la « guerre contre la terreur » en Afghanistan, et que cet usage devait être conforme aux décisions de l'OTSC et « spécialement de la Russie » (pour citer Koulov). Les enjeux régionaux sont de taille, dans la mesure où la politique de Bakiev a contribué à intégrer le Kirghizstan non seulement à l'OTSC mais aussi à la Communauté économique Eurasienne et à l'Organisation de Coopération de Shanghai. Du point de vue américain, si Bakiev et Koulov rompent pour un motif quelconque, le régime actuel à Bichkek est voué à s'effondrer, ce qui permettra d'infléchir la politique kirghize. Mais les tentatives de rompre les liens de la hiérarchie au pouvoir n'ont rien donné. Il semble que Bakiev et Koulov se tiennent les coudes en dépit de leur différence d'approche – que ce soit de leur plein gré ou sous l'influence d'une main invisible extérieure. Les Etats-Unis sont frustrés de cette situation étrange. De plus, la population kirghize n'a pas l'air d'être d'humeur à bouger, au vu de la quasi-anarchie qui a régné pendant la « révolution des tulipes ». Les gens semblent être également conscients qu'en dépit de l'inefficacité notoire du pouvoir, le drame de la corruption, du népotisme de l'autoritarisme qui le ternissent sont en fait un vestige du passé. Dès lors, on assiste à une suspicion générale vis-à-vis des politiciens et de leurs motivations. L'apathie du public a été la cause de l'échec des deux tentatives de l'opposition pour de grandes manifestations

publiques à Bichkek. De plus, l'opposition politique et les ONG soutenues par les Etats-Unis souffrent d'un déficit de crédibilité ; ils ont tous été d'une manière ou d'une autre les alliés de Bakiev. Certains d'entre eux occupaient jusque récemment des sinécures dans les allées du pouvoir. Aucun n'a de programme pertinent à offrir au peuple kirghize, à part l'éternel « changement de régime ». En outre, ils ne cessent de se quereller entre eux. Les perspectives de mettre en œuvre une autre révolution colorée au Kirghizstan apparaissent limitées. Au contraire Akaiev, qui a abdiqué lorsque les bâtiments publics du centre ville à Bichkek ont été pris d'assaut en mars l'année dernière, il y a toutes les chances que Bakiev et Koulov recourent à la force en cas d'atteinte extraconstitutionnelle à leurs fonctions. De façon générale, la stabilité de la région est en jeu et la présence américaine tout particulièrement. Mais les Etats-Unis ont un atout, c'est la présence qu'ils ont établie progressivement dans la partie méridionale du Kirghizstan. En dehors de la présence des Etats-Unis depuis cinq ans en Afghanistan et récemment de leur influence croissante au Tadjikistan, il est de fait que depuis une dizaine d'années, sous l'étiquette de « société civile », Washington a développé d'importantes zones d'influence dans la partie méridionale du Kirghizstan.

La « révolution des tulipes » a exacerbé les lignes de fractures dans les questions de nationalité et de régionalisme au Kirghizstan. Les problèmes de nationalité et de régionalisme au Kirghizstan sont extrêmement complexes et pratiquement insolubles, sauf dans un environnement pacifique que l'Asie centrale d'aujourd'hui (pas plus que la détérioration de la crise en Afghanistan) n'est pas près d'offrir. La réalité essentielle, c'est qu'une fenêtre d'opportunité s'est ouverte depuis la révolution colorée de l'an dernier à toute puissance étrangère qui voudrait se mêler des affaires intérieures du Kirghizstan. Les lignes de fracture courent en gros dans plusieurs directions à la fois. Traditionnellement, les leviers du pouvoir à Bichkek étaient l'apanage des clans de la région nord, mais Bakiev est originaire du sud alors que Koulov est un homme du nord. La région méridionale inclut une population d'origine ouzbèke significative (15% de la population du Kirghizstan) qui est culturellement assertive, qui est urbanisée et supporte mal les tendances croissantes du nationalisme kirghize. La région septentrionale est comparativement plus industrialisée et plus « russifiée », contrairement à la région sud, essentiellement rurale, qui jouxte la vallée de Ferghana, un des hauts lieux de l'islam radical. La partie méridionale du Kirghizstan touche le Tadjikistan et c'est un couloir pour les militants et les mafieux de la drogue agissant à partir de l'Afghanistan, alors que la région septentrionale penche vers le Kazakhstan et la Russie. Sans le moindre doute, comme son prédécesseur Akaiev, Bakiev use du nationalisme kirghize pour cimenter une identité nationale, mais il a choisi la voie de la prudence en ne mettant pas

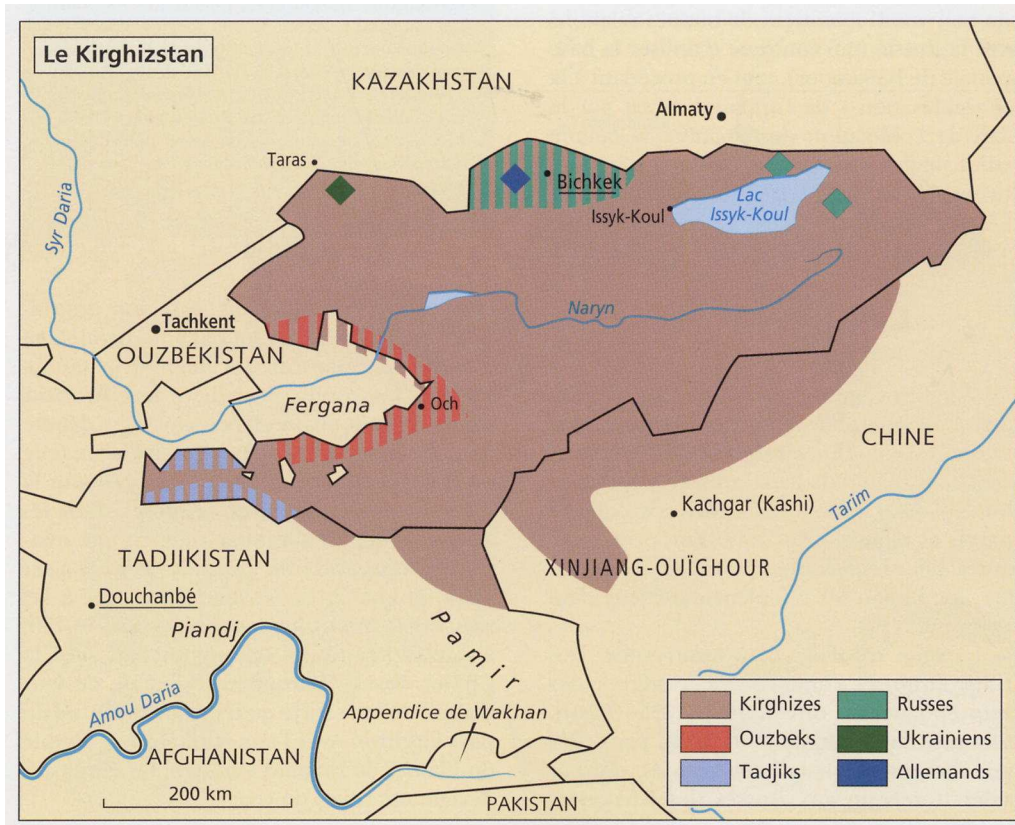
l'accent sur son origine régionale ou ethnique. Il est néanmoins constamment harcelé par les éléments irrédents basés dans le sud et par l'opposition politique traditionnelle provenant de la région nord. Pendant ce temps les sentiments « nationalistes » de la fraction ouzbèke ont ressurgi. Il est difficile de savoir si des forces extérieures contribuent délibérément à attiser les braises du nationalisme de la fraction ouzbèke pour leur potentielle nuisance au Kirghizstan et à l'Ouzbékistan en même temps. Bakiev a pragmatiquement essayé de resserrer la coopération avec Tachkent, ce qui pourrait contribuer à apaiser la question des nationalités dans la région méridionale du Kirghizstan qui borde l'Ouzbékistan. Le pouvoir en place à Tachkent a contribué à diminuer la pression dans le sud du Kirghizstan en autorisant aux citoyens du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan la circulation entre les deux pays sans visa d'une part, en coordonnant les opérations des services de sécurité au bénéfice des deux pays d'autre part. En même temps, le « tandem » que Bakiev forme avec Koulov l'aide à limiter les frustrations de la région nord. Mais tout ceci ressemble à arpenter en permanence une corde raide, c'est dépourvu d'intérêt et peut se révéler trop exigeant. Cela semble être précisément le calcul des Etats-Unis, déstabiliser le régime prorusse de Bichkek dans une guerre d'usure au point d'en rendre le gouvernement, a fortiori le bon gouvernement impossible, même avec les meilleures intentions de la part du pouvoir actuel. Bakiev est malheureusement tombé dans le piège de temps à autre ces derniers mois, par action comme par omission. Ses négociations avec l'actuel Parlement, par exemple, auraient pu être mieux gérées. Washington est sûrement en train d'orchestrer des pressions contre le régime kirghize dans l'idée de tester la réaction de Moscou. Une réponse russe précipitée pourrait être vue comme un acte de domination de Moscou sur ses voisins plus faibles. Le Kremlin semble le comprendre et maintient un niveau de réaction prudent dans cette guerre par personne interposée avec Washington. En fait, Moscou n'a pas réellement à se plaindre de la politique de Bakiev même si elle ne satisfait pas nécessairement le Kremlin. Néanmoins Moscou ne souhaite pas apparaître approuver la politique menée à Bichkek. Les leçons des « révolutions colorées » de Géorgie et d'Ukraine ont été tirées. Moscou prend soin de diversifier ses contacts avec les divers groupes politiques du Kirghizstan et prend soin de ne pas être vu comme partisan. Moscou a certainement encouragé le tandem Bakiev-Koulov à poursuivre, et pourrait bien continuer de tirer les ficelles qui lui permettront de ne pas voir l'anarchie régner à Bichkek, tout en consolidant soigneusement les gains stratégiques engrangés au Kirghizstan à la suite de l'échec de la « révolution colorée » l'année dernière. Moscou a astucieusement exploité l'absence de contenu réel dans la politique régionale des Etats-Unis, notamment en matière économique. Mais il y a des limites à ce que la Russie peut faire pour redonner vie à l'économie kirghize.

L'anarchie et le pillage au cours des émeutes, dans les conditions qui ont suivi la révolution colorée l'année dernière menée par les Etats-Unis, ont fondamentalement secoué la structure de l'état au Kirghizstan et mis à mal les règles de droit. Aucune justification rhétorique de la « révolution des tulipes » au nom de l'objectif de l'administration américaine d'avancer la démocratie ne peut cacher le fait que la tentative d'imposer une démocratie jeune et dynamique dans le style américain, à une société aussi vieille et traditionnelle que le Kirghizstan était vouée à la catastrophe.

Annexe 1 : Kirghizstan politique et administratif



Annexe 2 : Répartition de la population au Kirghizstan



Répartition des ethnies

Source : SELIER Jean et André, *Atlas des peuples d'Orient*, Paris ; La Découverte, 2004.



Population des villes

Annexe 3 : Chronologie 2005

27 février

Premier tour des élections législatives : 31 sièges sont pourvus sur un total de 75. Certains résultats sont contestés par l'opposition et des manifestations demandant la démission du président Askar Akaiev ont lieu, notamment dans le Sud.

4 mars

Les partisans de Djoussoubek Bakiev, le frère du principal leader de l'opposition et qui vient de perdre aux élections, s'emparent de la préfecture de Djallalabad et s'y installent. Le pouvoir ne réagit pas.

13 mars

Deuxième tour des élections législatives. L'opposition n'obtient que six sièges, contre vingt dans la Chambre précédente. Des fraudes massives sont dénoncées par l'opposition et par les observateurs étrangers. L'agitation s'étend.

15 mars

Les dirigeants de l'opposition se rendent à Djallalabad où, avec les protestataires locaux, ils tiennent un kouroultai (assemblée traditionnelle) qui élit un « Conseil de coordination nationale ».

18 mars

L'opposition s'empare de la préfecture d'Och. Dans la nuit, les troupes spéciales reprennent le contrôle des préfectures d'Och et de Djallalabad.

19 mars

Une foule de manifestants reconquiert la préfecture de Djallalabad et occupe l'aéroport. Des événements similaires ont lieu à Och.

24 mars

Le siège du gouvernement, à Bichkek, est pris d'assaut par des manifestants, une partie d'entre eux venant du Sud. Le président Akaiev prend la fuite. Un gouvernement provisoire le

remplace dirigé par le chef de l'opposition, Kourmanbek Bakiev. Dans la nuit, la capitale, désertée par la milice, est le théâtre de pillages.

4 avril

A l'issue de négociations avec une délégation parlementaire kirghize, Askar Akaiev signe, à Moscou, sa démission de son poste de Président, en échange de garanties pour sa sécurité et celle de sa famille. La Russie et le Kazakhstan se portent garants de cet accord.

16 avril

Visite de Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la Défense.

12 mai

Kourmanbek Bakiev, populaire dans le Sud, et Félix Koulov, favori au Nord, déclarent faire cause commune pour l'élection présidentielle prévue pour le 10 juillet : F. Koulov sera le Premier ministre du président Bakiev.

14 mai

Plus de 500 réfugiés ouzbeks rescapés de la tuerie d'Andijan se présentent à la frontière kirghize. Ils sont installés dans un camp qui, le 4 juin, sera déplacé dans un lieu plus sûr.

17 juin

Une foule stipendiée par un homme d'affaires kirghize, favorable à A. Akaiev, prend le contrôle du siège du gouvernement avant d'en être chassée par les forces de l'ordre.

5 juillet

Le sommet à Astana des chefs d'Etat de l'Organisation de coopération de Shanghai demande aux Etats-Unis de fixer une date butoir pour le démantèlement de leurs bases militaires en Asie Centrale.

10 juillet

Election présidentielle : Kourmanbek Bakiev est élu avec 88,71 % des voix.

25 juillet

Deuxième visite de Donald Rumsfeld venu s'enquérir des intentions kirghizes concernant la base de Manas. Bichkek indique que le retrait américain demeure subordonné à la résolution complète du problème afghan.

29 juillet

Contre la volonté de Tachkent, 440 réfugiés ouzbeks au Kirghizstan sont évacués vers la Roumanie.

1er septembre

Félix Koulov est nommé Premier ministre.

20 septembre

Visite de Sergueï Ivanov, ministre russe de la Défense.

21 septembre

Assassinat à Bichkek du député Bayaman Erkinbaiev, personnage douteux qui exerce une grande influence dans le Sud.

12 octobre

Visite de Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat américaine.

20 octobre

L'assassinat, dans une prison qu'il inspectait, du député Tynytychbek Akmatbaiev déclenche une crise, le soulèvement des détenus s'accompagnant à Bichkek d'une démonstration de force d'un chef mafieux, Ryspek Akmatbaiev, frère du député défunt.

2 décembre

Tous les ministres étant enfin acceptés par les députés, le gouvernement Koulov, au complet, peut commencer à travailler.

22 décembre

Le président Bakiev annonce qu'un référendum sera organisé en 2006 : les électeurs seront invités à indiquer leur choix entre un système présidentiel, parlementaire ou mixte.

Bibliographie

Ouvrages imprimés

- ATABAKI Touraj, *Central Asia and the Caucasus : Transnationalism and Diaspora*, Londres, New-York ; Routledge, 2005.
- CAGNAT René, *La rumeur des steppes*, Paris ; Payot & Rivages, 1999 et 2001 pour l'édition de poche.
- CAGNAT René et JAN Michel, *Le milieu des empires*, Paris ; Robert Laffont, 1981.
- DJALILI M.-R., KELLNER T., *Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale*, Paris ; PUF, 4e édition, 2006.
- EISENBAUM Boris, *Guerres en Asie Centrale : luttes d'influence, pétrole, islamisme et mafias 1850-2004*, Paris ; Grasset, 2005.
- International Crisis Group, *Kyrgyzstan :A Faltering State*, , Bichkek/Bruxelles; Asia Report n° 109, décembre 2005.
- International Crisis Group, *Kyrgyzstan :After the Revolution*, Bichkek/Bruxelles, Asia Report, n° 97, mai 2005.
- JOHNSON Lena, *Vladimir Putin and Central Asia : the Shaping of Russian Foreign Policy*, London and New York, I. B. Tauris, 2004.
- LARUELLE Marlène et PEYROUSE Sébastien, *Asie Centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris ; CERi – Autrement, 2006.
- MONTESQUIOU Aymeri de, *Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie Centrale*, Rapport au Premier ministre ; La Documentation française, octobre 2005.
- PEYROUSE Sébastien (coordonné par), *Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie Centrale*, Cahiers d'Asie Centrale, Paris ; Edisud/IFEAC, n° 13-14, 2004.
- ROY Olivier, *La nouvelle Asie Centrale, ou la fabrication des nations*, Paris ; Le Seuil, 1997.
- ROY Olivier, *L'Asie Centrale contemporaine* (3e édition), Paris ; PUF, 2005.
- SELIER Jean et André, *Atlas des peuples d'Orient*, Paris ; La Découverte, 2004.
- RUMER Boris, *Central Asia and the End of the Transition*, New-York; Armonk, 2005.

Articles de revues

- CAGNAT René, « Asie Centrale : la poudrière et les allumettes » (I) « La poudrière, les allumettes et les apprentis sorciers » (II), *Revue de la Défense nationale*, n° 4, 2005, pp. 55-69 et n° 5, 2005, pp. 83-92.
- CAGNAT (René), « Kirghizstan 2005 : une année terrible », in La Russie et les autres pays de la CEI en 2005, *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1053, janvier-février 2006, pp. 152-164.

Table des matières

Introduction	5
L'année 2005 : chronique annoncée d'une fin de règne	8
Autopsie d'une « révolution »	8
<i>Une lente mais sûre dérive autoritaire</i>	8
<i>Des élections législatives sous haute surveillance</i>	9
<i>Visite secrète à Moscou</i>	10
<i>La contestation gagne Bichkek</i>	11
Désordres et mafias	12
<i>Bichkek livrée aux pillages</i>	12
<i>... et aux assassinats</i>	12
<i>Des zakhvatchiki pleins d'espoir</i>	13
<i>L'affaire du bazar de Karassou</i>	13
<i>La crise des prisons</i>	14
La reconstruction de l'Etat	16
Politique extérieure : la quadrature du cercle	18
Le Kirghizstan au bord du gouffre	20
Une république en plein casse tête constitutionnel	20
Le retour de la Russie	23
La main américaine derrière les ONG	25
<i>De la création massive d'ONG</i>	25
<i>... au « coalition building »</i>	26
<i>L'avènement des « freedom fighters »</i>	26
L'arrivée des chinois	28
<i>Quelques initiatives</i>	28
<i>Conquête économique et culturelle</i>	29
<i>De la défiance au partenariat</i>	29
Conclusion	31

Liste des annexes

Annexe 1 : Kirghizstan politique et administratif	36
Annexe 2 : Répartition de la population au Kirghizstan	37
Annexe 3 : Chronologie 2005	38